

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1863

28 juin 2016

SOMMAIRE

Asterion Wohnen S.à r.l.	89399	Dundee International (Luxembourg) Invest- ments 13 S.à r.l.	89424
CABRELUX	89386	Egée International 2 S.A.	89380
Café Ribeiro Mertzig s.à r.l.	89386	EO III Italy Investments S.à r.l.	89381
Camille S.A.	89384	EPGF Erfurt Property S.à r.l.	89378
Canley Finance S.A.	89386	EPGF Finance (Luxembourg), Sàrl	89378
Carter S.à r.l.	89384	EPGF Immobilier (Luxembourg) Sàrl	89378
CB Luxembourg 2011 S.à r.l.	89384	EPGF (Luxembourg), Sàrl	89379
CBTL S.à r.l.	89384	Equis Invest S.A.	89379
CDMLUX Expertise Comptable	89384	Ernst & Young Management	89380
Cegecom S.A.	89383	Ernst & Young Services S.A.	89380
Chaos S.A.	89384	EUROLUX-TRANSPORTS S.à r.l.	89382
Chaussea S.à r.l.	89385	European Investment & Asset Management S.A.	89382
CHC Helicopter Holding S.à r.l.	89386	Eutrade S.A.	89382
CHC Helicopter Holding S.à r.l.	89385	Evropin International SPF S.à r.l.	89380
Choco Club S.A.	89385	Fairfield 2 S.à r.l.	89381
Chricat Investments	89383	Falcom Finance S.à r.l.	89379
Chricat Investments	89383	Falcom Holding S.à r.l.	89381
Cinq.A. S.A.	89383	Falcon Hansa S.à r.l.	89381
Citigroup International Luxembourg Limited	89382	Fidelity Funds	89382
Couzin Christelle Maéva Maëlys Maël Ener- gies S.A.	89386	Fortrust Global	89424
CPR Invest	89385	GUNCO S.à r.l.	89421
D.I.D Home Sarl	89379	MonedoMe S.à r.l.	89387
DSL DATA SERVICE Luxembourg S.à r.l.	89380	Talisker S.A.	89416

EPGF Erfurt Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.512.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 164.783.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 5 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016101007/18.

(160072016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EPGF Finance (Luxembourg), Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 83.465.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 29 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016101008/18.

(160072751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EPGF Immobilier (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 113.322.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 29 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016101009/18.

(160072758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EPGF (Luxembourg), Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.550.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 83.466.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 29 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016101006/18.

(160072766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

D.I.D Home Sarl, Société Anonyme Unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 37, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 204.047.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 11 avril 2016

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 37, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016100955/12.

(160072624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Falcom Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 186.439.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 28 avril 2016 que:

- Mr Magsud AHMADKHANOV, né le 5 juin 1978 à Baku, Azerbaïdjan, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg a été nommé gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016101021/15.

(160072722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Equis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8185 Kopstal, 15, rue de Mamer.
R.C.S. Luxembourg B 181.657.

—
Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101010/9.

(160072355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Ernst & Young Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35E, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 88.089.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016101011/10.

(160072030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Ernst & Young Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35E, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 69.847.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016101012/10.

(160072033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Evropin International SPF S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 192.619.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 16 Mars 2016, accepte, à compter du 31 août 2015, la démission d'un gérant, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, gérant de catégorie A, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 16 Mars 2016, de nommer un gérant, à savoir:

- Madame Emilie GALLAIS, gérant de catégorie A, née le 03 mai 1978 à Coutances (France), domiciliée professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016101018/16.

(160071971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Egée International 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 190.305.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 2722 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100988/9.

(160072618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

DSL DATA SERVICE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 183, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 25.613.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100982/9.

(160072472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Fairfield 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.497,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.391.

—
Veuillez prendre note du changement suivant:

Les Gérants de catégorie B, Madame Joanna Alwen HARKUS MADGE et Madame Magdalena Aniela UGHETTI, ont désormais leur adresse professionnelle à Amadeus House, 27B Floral Street, Londres WC2E 9DP, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fairfield 2 S.à r.l.
Jacob Mudde
Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2016101020/15.

(160072207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Falcom Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 186.401.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 28 avril 2016 que:

- Mr Magsud AHMADKHA NOV, né le 5 juin 1978 à Baku, Azerbaïdjan, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg a été nommé gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016101022/15.

(160072704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Falcon Hansa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 430.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 135.365.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 avril 2016

La liquidation de la société FALCON HANSA S.à r.l. est clôturée.

Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse, 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016101023/15.

(160072962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EO III Italy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 195.621.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 2726 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101027/9.

(160072115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

ELT S.à r.l., EUROLUX-TRANSPORTS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7473 Schoenfels, 1A, rue de Keispelt.

R.C.S. Luxembourg B 120.200.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016101015/10.

(160072477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

European Investment & Asset Management S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 157.940.

Il résulte d'une lettre recommandée envoyée en date du 26 avril 2016 à l'actionnaire unique de la société que MGI Groupe Fiduciaire Luxembourg SARL avec siège social au 681, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, domiciliataire de la société anonyme, European Investment & Asset Management S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B157940 en a dénoncé le siège social avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101016/11.

(160072667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Eutrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4023 Esch-sur-Alzette, 80, rue Jean-Pierre Bausch.

R.C.S. Luxembourg B 114.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016101017/10.

(160072089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Fidelity Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 34.036.

Les administrateurs de Fidelity Funds ont noté la démission de Monsieur Erhard Schipporeit comme Administrateur du Conseil d'Administration de la Société avec effet au 26 février 2016.

FidelityFunds

Administrateur

Référence de publication: 2016101039/11.

(160071919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Citigroup International Luxembourg Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 83.654.

Le bilan Citigroup International Luxembourg Limited au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 2 mai 2016.

Pour le compte de Citibank Europe plc, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2016101851/12.

(160073834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Chricat Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 46.058.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 4 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président;

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg;

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 mai 2016.

Référence de publication: 2016101847/18.

(160072917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Chricat Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 46.058.

—
L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 mai 2016.

Référence de publication: 2016101848/11.

(160072917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Cinq.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5691 Ellange, 33, Zone d'Activité Economique Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 123.934.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101849/9.

(160073091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Cegecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 65.734.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Cegecom S.A. (la Société) tenue à Luxembourg le 21 mars 2016

L'assemblée nomme comme réviseur d'entreprise jusqu'au 31 décembre 2016 PriceWaterhouseCoopers Sàrl, avec siège social à L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.477

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cegecom S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016101835/16.

(160074155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Carter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 51.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101830/9.

(160073365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CB Luxembourg 2011 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 166.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101832/9.

(160072952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CBTL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 99.051.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101833/9.

(160073853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CDMLUX Expertise Comptable, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 194.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101834/9.

(160073926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101840/9.

(160072770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Camille S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 178.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101827/9.

(160072652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CHC Helicopter Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 155.574.

Par la présente, je soussigné, Tamas HORVATH, né le 5 novembre 1977 à Pecs, Hongrie, ayant mon adresse professionnelle au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, démissionne de mes fonctions de gérant de c catégorie B de CHC Helicopter Holding S.à r.l., une société à responsabilité de droit luxembourgeois ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.574 (la Société) avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

M. Tamas HORVATH

8-10, avenue de la Gare

L-1610 Luxembourg

Référence de publication: 2016101843/16.

(160073412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Chaussea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.394,68.**

Siège social: L-3544 Dudelange, 40, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 68.832.

Suite au contrat de transfert de parts sociales daté du 27 décembre 2015, les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

- Monsieur Gaëtan Grieco, cent quatre-vingt parts sociales 180
- Monsieur Michel Grieco, quatre-vingt-dix parts sociales 90
- Monsieur François Grieco, quatre-vingt-dix parts sociales 90
- La société par actions simplifiée de droit français "V.G.M. HOLDING", cent quarante parts sociales 140

Total: cinq cents parts sociales 500

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016101842/17.

(160072851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Choco Club S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 152.856.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2016.

Référence de publication: 2016101846/10.

(160072955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CPR Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 189.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CPR Invest

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016101869/11.

(160073851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CHC Helicopter Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 155.574.

Par la présente, je soussigné, Attila SENIG, né le 23 août 1980 à Szekesfehervar, Hongrie, ayant mon adresse professionnelle au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, démissionne de mes fonctions de gérant de c catégorie B de CHC Helicopter Holding S.à r.l., une société à responsabilité de droit luxembourgeois ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.574 (la Société) avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

M. Attila SENIG.

Référence de publication: 2016101844/13.

(160073412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Café Ribeiro Mertzig s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9168 Mertzig, 24, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 107.963.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mertzig, le 26 avril 2016.

Ribeiro.

Référence de publication: 2016101826/11.

(160073342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Canley Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 139.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2016.

Référence de publication: 2016101828/10.

(160073351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CABRELUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 45, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 154.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2016.

Référence de publication: 2016101824/10.

(160072837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

CC3M Energies S.A., Couzin Christelle Maéva Maëlys Maël Energies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9703 Wintrange, 78A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 176.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016101820/10.

(160073535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

MonedoMe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54-56, Boulevard Napoleon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 205.127.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechszehn, den siebzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Kreditech Holding SSL GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Ludwig-Erhard-Strasse 1, D-20459 Hamburg, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer HRB 122027,

hier vertreten durch Herrn Pedro Ernesto VERA MARTINEZ, Angestellter, berufsansässig in Ludwig-Erhard-Strasse 1, D-20459 Hamburg, auf Grund einer ihm ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht,

welche Vollmacht nach «ne varietur» Signatur durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt.

Welche erschienene Partei den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Gesellschaftsform.

1.1 Es besteht eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“), die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das „Gesetz“), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

1.2 Die Gesellschaft kann anfänglich aus einem Alleingesellschafter oder mehreren Gesellschaftern („der/die Gesellschafter“) bestehen, vorausgesetzt, dass die Zahl der Gesellschafter vierzig (40) nicht übersteigt.

Art. 2. Firmenname.

2.1 Die Gesellschaft besteht unter dem Namen „MonedoMe S.à r.l.“.

Art. 3. Eingetragener Firmensitz.

3.1 Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg Stadt.

3.2 Der Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Vorstand (die „Geschäftsführung“) ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.

3.3 Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

3.4 Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.

Art. 4. Gegenstand.

4.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht in der Entwicklung und Betrieb von Software und der Erbringung von Dienstleistungen im Bezug auf elektronische Handelsplätze, Erbringung von Dienstleistungen für Online, Offline und jedwede Form von Tätigkeit die im Zusammenhang mit Softwareentwicklung und deren Betrieb sowie Vertrieb, Installation, elektronische Datenkommunikation und ähnlichen Tätigkeiten steht.

4.2 Grundsätzlich strebt die Gesellschaft an im Bereich von individualisierten Finanzverwaltungsanwendungen tätig zu werden und in diesem Zusammenhang Internet Technologie basierte Anwendungen Kunden zur Verfügung zu stellen.

4.3 Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft herbeizuführen.

4.4. Das Unternehmen wird sich in der gewerblichen Tätigkeit der Vermarktung Dritten Dienstleistungen für Einzelpersonen mit Wohnsitz außerhalb des Großherzogtums Luxemburg engagieren.

4.5. Entgegen jeden Zweifels wird die Gesellschaft keine Tätigkeiten vornehmen die unter regulierte Tätigkeiten die dem Gesetz vom 5. April 1993 bezüglich des Finanzsektors oder dem Gesetz vom 10. November 2009 bezüglich Bezahl-diensten fallen.

Art. 5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbefristete Zeit gegründet.

Art. 6. Stammkapital.

6.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), unterteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1).

6.2 Der/die Gesellschafter ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in dieses Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.

6.3 Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.

6.4 Eigene Anteile dürfen von der Gesellschaft nur zum Zweck und nach Maßgabe ihrer Einziehung erworben werden.

6.5 Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.

Art. 7. Anteile.

7.1 Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.

7.2 Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme dieser Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.

7.3 Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.

7.4 Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

Art. 8. Übertragung von Anteilen.

8.1 Die Anteile können unter den Gesellschaftern frei übertragen werden.

8.2 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, darf dieser Gesellschafter seine/ihre Anteile frei übertragen.

8.3 Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten begebenen Stammkapitals repräsentieren.

8.4 Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß dem anwendbaren luxemburgischen Recht für die Übertragung von Ansprüchen und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

Art. 9. Erhöhung des Anteilskapitals. Das Anteilskapital der Gesellschaft kann von den Gesellschaftern in Übereinstimmung mit dieser Satzung und mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, die auf diese Satzung anwendbar sind, ein- oder mehrmalig erhöht werden.

Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer

Art. 10. Geschäftsführer.

10.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, bei denen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss (der/die „Geschäftsführer“).

10.2 Die Geschäftsführer werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.

10.3 Die Geschäftsführer bekleiden ihre Ämter, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.

10.4 Die Gesellschafter können beschließen, die ernannten Geschäftsführer jeweils als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.

10.5 Auch nach dem Ablauf ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

Art. 11. Vorstand.

11.1 Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der „Vorstand“).

11.2 Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“).

Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführung.

12.1 Die Geschäftsführung ist mit der Vollmacht ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und im Namen der Gesellschaft alle Maßnahmen, ob administrativer oder anordnender Natur zu genehmigen, die die Geschäftsführung Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft als erforderlich bzw. nützlich erachtet. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.

12.2 Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere Ausschüsse einrichten, dessen/deren Zusammensetzung und Befugnisse bestimmen und ihm/ihnen bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate erteilen.

12.3 Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate, um die Gesellschaft gegenüber Drittparteien zu vertreten und zu verpflichten, auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese, wie von der Geschäftsführung bestimmt, jeweils alleine oder gemeinsam handeln können.

Art. 13. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.

13.1 Der Vorstand tritt auf Antrag eines Geschäftsführers zusammen und wenn es sowohl Geschäftsführer der Kategorie A als auch Geschäftsführer der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Geschäftsführer jeder dieser Kategorien.

13.2 Der Geschäftsführer informiert die anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

13.3 Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Geschäftsführer oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer bei der betreffenden Sitzung des Vorstands verzichtet werden.

13.4 Bei jeder Vorstandssitzung ernennt der Vorstand für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorstandsvorsitzende.

13.5 Der Vorstand kann außerdem einen Schriftführer ernennen, der ein Geschäftsführer sein kann, aber nicht muss. Er ist für die für die Führung des Protokolls der Sitzung zuständig.

13.6 Geschäftsführer können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.

13.7 Die Teilnahme von Geschäftsführern an einer Vorstandssitzung und die Stimmabgabe in dieser kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist der physischen Anwesenheit bei der jeweiligen Sitzung gleichzusetzen.

13.8 Das Quorum wird durch die Anwesenheit oder die Vertretung einer Mehrheit der amtierenden Geschäftsführer erreicht, wobei, soweit zutreffend, mindestens ein Klasse-A-Geschäftsführer und ein Klasse-B-Geschäftsführer anwesend sein müssen. Beschlüsse werden in der betreffenden Sitzung durch eine Stimmmehrheit der persönlich anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefällt, wobei bei dieser Mehrheit mindestens, wo zutreffend, die Stimme eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers enthalten sein muss.

13.9 Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer gefasst. Im Fall der Stimmgleichheit verfügt der Vorstandsvorsitzenden über keine ausschlaggebende Stimme.

13.10 Das Protokoll der Vorstandssitzungen muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Geschäftsführern oder dem Vorstandsvorsitzenden unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

13.11 Ein schriftliche Beschlussfassung, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Beschlussfassung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.

13.12 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, hat dieser die Vollmacht inne, im Namen der Gesellschaft zu handeln und diese zu verpflichten, ohne dass dazu ein schriftlicher Beschluss oder ein Protokoll des Beschlusses des Alleingesellschafters erforderlich ist.

13.13 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Vorstandssitzung oder schriftliche Beschlüsse sind durch die Geschäftsführung mit einem schriftlichen Bestätigungsvermerk zu versehen.

Art. 14. Vertretung der Gesellschaft.

14.1 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift dieses Geschäftsführers sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen ein solcher Alleingesellschafter eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

14.2 Wird die Gesellschaft von einem Vorstand geführt, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

14.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers verpflichtet, wenn der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Klasse-A-Geschäftsführer und Klasse-B-Geschäftsführer bestimmt haben, sowie durch die gemeinsame Unterzeichnung jeglicher Person(en), der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

Art. 15. Interessenkonflikt.

15.1 Nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen finden die Regelungen für Interessenskonflikte, die in Artikel 57 des Gesetzes dargelegt werden, Anwendung.

15.2 Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer dritten Gesellschaft oder einem dritten Unternehmen wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der betreffenden Angelegenheit ein direktes oder indirektes persönliches Interesse haben.

15.3 Sollte/n sich der Alleingesellschafter oder alle Geschäftsführer in Bezug auf eine bestimmte Angelegenheit einem Interessenkonflikt ausgesetzt sehen, wird diese Angelegenheit in der Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder des Alleingesellschafters (wie zutreffend) geklärt.

Art. 16. Schadenersatz für Geschäftsführer.

16.1 Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.

16.2 Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.

16.3 Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.

16.4 Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

Art. 17. Audit.

17.1 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein gesetzlich zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren übergeordneten Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) zu prüfen, bei dem/denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

17.2 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein gesetzlich zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren übergeordneten Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

17.3 Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauftragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

Art. 18. Gesellschafterbeschlüsse.

18.1 Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.

18.2 Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.

18.3 Änderungen der Satzung müssen (i) durch Mehrheit der Gesellschafter nach Köpfen und (ii) drei Viertel des ausgegebenen Gesellschaftskapitals genehmigt werden, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg oder gemäß der Satzung erforderlich.

18.4 Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

Art. 19. Schriftliche Beschlüsse.

19.1 Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.

19.2 Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch das Management per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes dem Management der Gesellschaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.

19.3 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 19.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

19.4 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 19.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden.

19.5 Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind vom Management mit einem Bestätigungsvermerk zu versehen.

Art. 20. Hauptversammlungen.

20.1 Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.

20.2 Außerordentliche Hauptversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung des Management, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter(s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen (je nachdem).

20.3 Eine Hauptversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung des Management aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

20.4 Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung hat die Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung zu beinhalten und ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung zuzusenden. Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Gesellschafter oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Gesellschafter bei der jeweiligen Gesellschafterversammlung verzichtet werden.

20.5 Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten alle Gesellschafter der Gesellschaft.

20.6 Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

Art. 21. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.

21.1 Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.

21.2 Die Teilnahme von Gesellschaftern an einer Gesellschafterversammlung kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren Personen ermöglicht, miteinander zu kommunizieren. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der jeweiligen Versammlung.

21.3 Die Geschäftsführung kann alle anderen Bedingungen festlegen, die zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt sein müssen.

21.4 Bei jeder Gesellschafterversammlung ernennen die Gesellschafter für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden (den „Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung“)

21.5 Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Protokollführer. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer der auch Protokollführer sein kann. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem Protokollführer und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) den Vorstand der Hauptversammlung (der „Vorstand“).

21.6 Die Mitglieder des Vorstands müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.

21.7 Der Vorstand hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.

21.8 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind vom Management zu bestätigen.

Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember.

Art. 23. Genehmigung des Jahresabschlusses.

23.1 Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und das Management erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.

23.2 Das Management reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.

23.3 Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.

Art. 24. Gewinnverteilung.

24.1 Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden, (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen oder (iv) sie als Gewinnausschüttung an die Gesellschafter zu verteilen.

24.2 Die Gesellschafter bestimmen, wie der verbleibende Jahresüberschuss zugeteilt wird.

Art. 25. Abschlagsdividenden. Die Geschäftsführung ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

Art. 26. Auflösung und Liquidation.

26.1 Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg nicht anderweitige Bestimmungen enthalten.

26.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

26.3 Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

Art. 27. Anzuwendendes Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht dieser Satzung unterliegen, werden gemäß geltendem Recht entschieden.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2016.

Einzahlung der Anteile

Alle 12.500 Anteile wurden durch Kreditech Holding SSL GmbH, vorgenannt, gezeichnet

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr ein tausend vierundert Euro.

Ausserordentliche Generalversammlung

Die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, traten zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Sie fassten, nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Generalversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in 54-56, Boulevard Napoleon 1^{er}, L- 2210 Luxembourg.
- 2) Zu Geschäftsführern auf unbestimmte Dauer werden ernannt:

Geschäftsführer der Kategorie A:

- Mr. Frank Pletsch, Geschäftsführer, geboren in Trier (Germany), am 15. Juli 1974, beruflich wohnhaft in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Geschäftsführer der Kategorie B:

- Herr Dmitry Muzhikov, Geschäftsführer, geboren in USSR, am 20.09.1986, geschäftsansässig in 54-56, Boulevard Napoleon 1^{er}, L-2210 Luxembourg; und

3) Die Gesellschaft wird rechtmäßig in allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Deutsch und Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefasst ist, gefolgt von einer englischen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die erschienenen Personen, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, haben dieselben erschienenen Personen mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Folgt die englische Fassung des vorstehenden Textes:

In the year two thousand and sixteen, on the seventeenth day of March.

Before the undersigned notary Jean SECKLER, residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg);

APPEARED:

Kreditech Holding SSL GmbH, limited company having its registered office at Ludwig-Erhard-Strasse 1, D-20459 Hamburg registered with the Trade and Companies Register of Germany, under the number HRB 122027,

here represented by Mr Pedro Ernesto VERA MARTINEZ, employee, residing professionally in Ludwig-Erhard-Strasse 1, D-20459 Hamburg by virtue of a power of attorney given under private seal and delivered to him.

Said power after having been signed "ne varietur" by the empowered and the officiating notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing person, acting as said before, have required the officiating notary to enact the deed of association of a public limited company (private limited company) to establish as follows:

Art. 1. Form.

1.1 There is hereby established a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholder(s)"), provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

Art. 2. Company name. The Company exists under the name "MonedoMe S.à r.l."

Art. 3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in Luxembourg City.

3.2 The sole manager or, as the case may be, the board of managers of the Company (the "Management") is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 4. Object.

4.1. The object of the Company is the business in the field of software development and its operation, electronic marketplaces, online and offline services in all its forms and to undertake all activities connected or associated with software development and operation, marketing, installation, electronic, data communication and related services.

4.2. In general, the Company intends to be active in the field of personal finance management by providing internet-based technology enabled tools to customers. Such tools are comprised of finance management related services.

4.3. The Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its object.

4.4. The company will engage in the commercial activity of marketing third party services to individuals residing outside the Grand Duchy of Luxembourg.

4.5. For the avoidance of doubt, the Company will not engage in any activities regulated under the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector and under the Luxembourg law of 10 November 2009 on payment services.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 6. Share capital.

6.1 The subscribed share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, each with a par value of one euro (EUR 1).

6.2 In addition to the share capital, the Shareholder(s) may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

6.5 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

Art. 7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Coowners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the coowners to the Company in writing or by fax.

Art. 8. Transfer of shares.

8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.

8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.

8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the applicable Luxembourg law on transfers of claims, in particular, without limitation, article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Art. 9. Share capital increase. The share capital of the Company may be increased once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

Art. 10. Managers.

10.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be Shareholders (the "Manager(s)").

10.2 The Managers are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

10.3 The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

10.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers respectively.

10.5 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 11. Board of managers. Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

Art. 12. Powers of management.

12.1 The Management is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Management in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

12.2 The Management may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

12.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Management.

Art. 13. Meetings of the board and written decisions.

13.1 The Board will meet upon the request of any Manager, and where there are both class A Managers and class B Managers, by at least one Manager of each class.

13.2 The Manager will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Managers at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in case of urgency.

13.3 The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Manager(s) or by the unanimous written consent of all Managers at the relevant meeting of the Board.

13.4 At each Board meeting, the Board shall appoint the Chairman of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

13.5 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meeting.

13.6 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager in writing as her/his representative.

13.7 Managers may participate and express their vote in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

13.8 A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least a class A Manager and a class B Manager are present. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least, whenever applicable, include a class A Manager and a class B Manager.

13.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the Managers present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chairman does not have a casting vote.

13.10 The minutes of Board meetings must either be signed by all Managers present at the relevant meeting or by the Chairman. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

13.11 A written resolution signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

13.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager has full power to act on behalf of and validly bind the Company without the need of any decision in writing or minutes of the sole Manager's decisions.

13.13 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting or the written resolutions shall be certified by all managers or the Chairman.

Art. 14. Representation of the company.

14.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom such Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

14.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

14.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the Shareholder(s) has/have qualified the Managers as class A managers and class B managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

Art. 15. Conflict of interests.

15.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

15.2 No contract or other business between the Company and any third party company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

15.3 If the sole Manager or all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the general meeting of shareholders of the Company (the “General Meeting”) or the sole Shareholder (as applicable).

Art. 16. Indemnification of managers.

16.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

16.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

16.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

16.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

Art. 17. Audit.

17.1 If no statutory auditor (réviseur d’entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more supervisory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), which can either be one or several Shareholders or third persons.

17.2 If no statutory auditor (réviseur d’entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more supervisory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), being either Shareholders or third persons.

17.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditor(s), (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Art. 18. Shareholders' resolutions.

18.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

18.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

18.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

18.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by

registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

Art. 19. Written resolutions.

19.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

19.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, email or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

19.3 The formal requirements set forth in para. 19.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

19.4 The formal requirements set forth in para. 19.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

19.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

Art. 20. General meetings.

20.1 An annual General Meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

20.2 Extraordinary General Meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company (as the case may be).

20.3 A General meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

20.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

20.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.

20.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

Art. 21. Procedure at shareholders' meetings.

21.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

21.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

21.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

21.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

21.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s) which can also be the secretary. The Chair of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

21.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

21.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

21.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Art. 22. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

Art. 23. Approval of financial statements.

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

23.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

23.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 24. Allocation of profits.

24.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

24.2 The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated.

Art. 25. Interim dividends. The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Art. 26. Dissolution and liquidation.

26.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

26.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

26.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Art. 27. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Special disposition

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31st of December 2016.

Subscription and payment of the shares

All the 12,500 shares were subscribed by Kreditech Holding SSL GmbH, prenamed.

All the shares have been totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Expenses

The amount of the expenses, for which the Company is liable as a result of its formation, is approximately fixed at one thousand four hundred Euros.

Extraordinary general meeting

The above named persons, representing the entire social capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1) The registered office is established at L-2210 Luxembourg, 54-56, Boulevard Napoleon 1^{er}.

2) *Category A Managers:*

- Mr. Frank Pletsch, Manager, born in Trier (Germany), on 15.07.1974, with professional address at 5, avenue Gaston Diderich, L -1420 Luxembourg.

Category B Managers

- Mr. Dmitry Muzhikov, Manager, born in USSR, on 20.09.1986, with professional address at 54-56, Boulevard Napoleon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

3) The Company will be validly bound in all circumstances by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the German text, the english version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy-holders of the appearing persons, who are known to the notary by their first and last name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: Pedro Ernesto VERA MARTINEZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 21 mars 2016. Relation GAC/2016/2292. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016089024/663.

(160057307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

Asterion Wohnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 204.472.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-first day of March.

Before Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Appeared:

(i) Asterion Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.-, with registered office at 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 204439 currently holding ten thousand five hundred (10,500) shares in the Company (the "Shareholder 1"), and

(ii) Asterion GLW GmbH (formerly named Brillant 2235. GmbH), a German limited liability company, with registered office at Dammsmühler Straße 61, 13158 Berlin, Germany, registered in the commercial register of the Local Court of Berlin-Charlottenburg under HRB 171213 B currently holding two thousand (2,000) shares in the Company (the "Shareholder 2", together with the Shareholder 1 hereafter referred to as the "Shareholders"),

each hereby represented by Ms Monique DRAUTH, employee, with business address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Representative"), by virtue of a power of attorney given under private seal, which, after having been signed *in varietur* by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as mentioned above, declared that they hold all 12,500 (twelve thousand five hundred) shares issued by Asterion Wohnen S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 204472 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by the undersigned notary on 23 February 2016, not yet published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations". The articles of association of the Company have not been amended since the incorporation of the Company.

The appearing parties, represented as mentioned above, have been fully informed of the resolution to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

I. To fully amend and restate the articles of association of the Company, including a change of the Company's object clause and to amend article 4 of the articles of association of the Company for this purpose, which shall forthwith read as follows:

" **4. Object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings, provided that the relevant undertakings directly or indirectly hold or invest in residential real estate assets in Germany.

4.2 The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

4.3 The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

4.4 The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries.

4.5 In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

4.6 Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence."

II. Miscellaneous.

The appearing parties, represented as mentioned above, in their capacity as shareholders of the Company, then unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The Shareholders resolved to fully amend and restate the articles of association of the Company, including a change of the Company's object clause, which shall forthwith read as follows:

“ARTICLES OF ASSOCIATION

Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 There exists a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders (the “Shareholder(s)”), provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

2. Company name. The Company exists under the name "Asterion Wohnen S.à r.l.".

3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The sole manager or, as the case may be, the board of managers of the Company (the “Management”) is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or, upon approval by 100% of the shareholders, abroad, by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Object.

4.1 The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings, provided that the relevant undertakings directly or indirectly hold or invest in residential real estate assets in Germany.

4.2 The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

4.3 The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

4.4 The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries.

4.5 In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

4.6 Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

5. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Share capital, Transfer of shares, Right of first refusal, Drag along right, Tag along right

6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, each with a par value of one Euro (EUR 1.-).

6.2 In addition to the share capital, the Shareholder(s) may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 “Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres”) on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

6.5 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Co-owners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

8.1 The shares of the Company may be transferred in accordance with the Law, these Articles and any Shareholders' Agreement.

8.2 Where the Company has several Shareholders, and notwithstanding any further limitations or requirements set out in any Shareholders' Agreement, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.3 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the applicable Luxembourg law on transfers of claims, in particular, without limitation, article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

8.4 Prior to the expiry of any holding period as set forth under any Shareholders' Agreement, Co-Investor shall not be entitled to sell, contribute, transfer, assign, pledge, encumber or otherwise dispose shares in the Company except in case (i) Holding has granted its prior written consent thereto, (ii) Holding has exercised the Drag Along Right pursuant to para. 10 below, (iii) Co-Investor has exercised the Tag Along Right pursuant to para. 11 below, (iv) Holding has exercised any call option pursuant to any Shareholders' Agreement, or (v) Co-Investor has exercised any put option pursuant to any Shareholders' Agreement.

8.5 Subject to para. 8.6, Holding is entitled to transfer its shares in the Company at any time to any of its Affiliates. In case of any transfer pursuant to this para. 8.5, the Tag Along Right set forth in para. 11 shall not apply.

8.6 Any issuance or transfer of shares in the Company to a third party who is not already a party to any Shareholders' Agreement shall be made subject to the condition precedent of the third party acceding to any Shareholders' Agreement and accepting all rights and obligations hereunder.

9. Right of first refusal.

9.1 In case Co-Investor wishes to sell and transfer shares or parts thereof in the Company ("Offered Shares") to one or several purchaser(s) ("Purchaser") Co-Investor shall notify Holding without undue delay in writing about the terms and conditions of the proposed transaction ("Sale Notice").

9.2 The Sale Notice shall contain the following information about the proposed transaction:

(a) Name / company name and address / residence of the Purchaser

(b) Purchase price or other consideration for the contemplated sale

(c) Due date of the purchase price or other consideration

(d) Nominal value of the Offered Shares

(e) Any warranties assumed by Co-Investor, to the extent this has already been negotiated

(f) To the extent already available, a copy of the sale and purchase agreement finally negotiated with the Purchaser, subject to the proviso that - if not already delivered as part of the Sale Notice - such document needs to be delivered to Holding as soon as it becomes available.

9.3 Holding shall have a right of first refusal to purchase the Offered Shares at the price and at the terms and conditions offered by the Purchaser to the Co-Investor as stated in the Sale Notice ("Right of First Refusal"). The Right of First Refusal can be exercised by sending a written notice ("Response Notice") within a period of 20 Business Days after the receipt of the Sale Notice by Holding ("Notice Period").

9.4 In case Holding duly exercises the Right of First Refusal for all Offered Shares collectively (but not only partially) in its Response Notice, Co-Investor and Holding shall duly execute a sale and purchase agreement with regard to the acquisition of the Offered Shares by Holding within four weeks after the expiration of the Notice Period. In case the Right of First Refusal is not exercised within the Notice Period for all Offered Shares, Co-Investor shall be -for a period of 3

months after the expiration of the Notice Period -entitled to sell and transfer the Offered Shares to the Purchaser at the terms and conditions set forth in the Sale Notice.

10. Drag along right.

10.1 Holding shall have the right to request that Co-Investor also sells and transfers all its shares in the Company collectively (but not only partially) to a purchaser at the same terms and conditions as those offered by this purchaser to Holding ("Drag Along Right"), provided that the requirements pursuant to para. 10.5 and para. 10.6 are fulfilled. Holding can only exercise the Drag Along Right in case a minimum of more than 75% of the shares in the Company and of any other financing instruments granted by the shareholders to the Company are included in the transaction for which Holding wants to exercise the Drag Along Right.

10.2 Upon the exercise of the Drag Along Right, Holding shall be entitled to direct and control the process regarding the disposal of the shares in the Company and shall in particular negotiate the terms and conditions of the sale and purchase agreement ("SPA") with the purchaser. Co-Investor shall cooperate, acting in good faith, to effectuate such disposal of shares to the purchaser. Holding shall keep the Co-Investor duly informed about the sale process. As soon as Holding and the purchaser have reached an agreement about the SPA, Holding shall be entitled to request that Co-Investor executes the SPA jointly with Holding. The liability of Holding and Co-Investor under the SPA shall be several and not jointly. The individual liability portion of each seller shall not exceed the amount paid to such seller pursuant to the terms and conditions of the SPA and, to the extent the liability of Holding is capped, the corresponding liability cap(s) for Co-Investor shall in any event not exceed the same percentage of the amount of the cap for Holding in which the purchase price received by Co-Investor relates to the purchase price received by Holding. Co-Investor shall not be obliged to provide any warranties or otherwise bear any liability in relation to (i) the authority of Holding, (ii) title to Holding's shares in the Company, and (iii) any similar aspects which are subject to Holding's but not to Co-Investor's knowledge.

10.3 In case Holding has exercised its Drag Along Right during a period of market distress, Holding shall ensure that Co-Investor will receive a minimum purchase price of 90% of its investments into the Company.

10.4 In case Holding has exercised its Drag Along Right but the transaction for which Holding has exercised the Drag Along Right has not successfully closed, Holding is entitled to repeat the exercise of the Drag Along Right as often as is required in order to achieve a sale and transfer of 100% of the shares in the Company, provided it has reimbursed Co-Investor of any reasonable external fees and costs which Co-Investor has incurred in connection with any previous exercise of the Drag Along Right by Holding.

10.5 Holding is only entitled to exercise the Drag Along Right if

(a) the purchaser has been selected as the purchaser with the most attractive offer in an auction / structured sales process to be selected applying the standards of a reasonable seller taking into account, primarily, the offered purchase price by the proposed purchaser and the transaction certainty which such proposed purchaser offers or, alternatively,

(b) the purchase price which becomes payable in the transaction amounts at least to the fair market value of the interests sold in the transaction as determined in accordance with any Shareholders' Agreement, or, alternatively,

(c) the Shareholders agree otherwise.

10.6 Holding is only entitled to exercise the Drag Along Right in case the purchaser is an unrelated party to Holding. Within the meaning of the foregoing sentence "unrelated party" shall be any party (i) which is not a Significant Shareholder (as defined below) in Holding, (ii) which does not have a Significant Shareholder who is also a Significant Shareholder in Holding, or (iii) which does not have such Significant Shareholder and is not controlled by such Significant Shareholder who is managed by the same entity or team which manages any Significant Shareholder of Holding. A "Significant Shareholder" shall be any party which directly or indirectly holds at least 25% of the interests in another entity or who otherwise directly or indirectly controls another entity. As used in this paragraph, the term "control" means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of an entity, whether through ownership of voting securities, by contract or otherwise.

11. Tag along right.

11.1 In case Holding intends to sell and transfer 42% or more of (i) the shares, and (ii) any of its other debt or equity investments, in the Company in a single or a series of transactions ("Tag Along Trigger Point"), Co-Investor shall have the right to request to co-sell its shares and other investments in the Company at the same terms and conditions applying to the sale of the shares to be sold by Holding ("Tag Along Right"). The exercise notice has to be declared vis-à-vis Holding within a period of 20 Business Days after Co-Investor has been informed by Holding in writing with at least the level of information as required pursuant to para. 9.2 about the transaction ("Response Period"). In case no exercise notice is received by Holding from Co-Investor within the Response Period, it shall be deemed that Co-Investor does not exercise any rights pursuant to this para. 11 in relation to such transaction.

11.2 In case Co-Investor has validly exercised the Tag Along Right and the purchaser is not prepared to acquire all the shares to be sold by Holding and the Co-Investor, Co-Investor shall be entitled to request that all shares of Co-Investor are sold so that only the number of shares sold by Holding is reduced.

11.3 In case Holding has sold its shares in a series of transactions, Holding shall make available to Co-Investor, and the Response Period shall only commence after these have been received by Co-Investor, (i) all agreements relating to any past transfers by Holding and (ii) the information set forth in para. 9.2 for the planned transfer by which the Tag Along

Trigger Point would be fulfilled. If the purchase price or any other material terms and conditions of the planned transaction on which basis the Tag Along Right can be exercised deviate from the purchase price or the other material terms and conditions which were agreed for the average of the series of transactions, Holding shall ensure that the weighted average terms and conditions will apply to the Co-Investor.

11.4 The Drag Along Right, if exercised, shall prevail over the Tag Along Right set forth in this para. 11.

11.5 In case the current shareholders in Holding no longer hold 50% or more of the shares in Holding ("Indirect Exit Transaction"), Holding shall inform Co-Investor immediately thereof and shall ensure that Co-Investor receives the right to sell and transfer its shares in the Company as if Holding had sold its shares in the Company. If, despite Co-Investor's request, this is not implemented within 20 Business Days, Co-Investor shall be entitled to a put option, whereby the purchase price payable upon the exercise of the put option shall be calculated on the same valuation as applied in the Indirect Exit Transaction and in case of a series of transactions constituting the Indirect Exit Transaction, the weighted average purchase price of such transactions shall be decisive. Para. 8.5 shall apply accordingly in case of any transfer of shares in Holding to any Affiliates.

Management; Auditor

12. Managers.

12.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be Shareholders (the "Manager (s)").

12.2 The Managers are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

12.3 The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

12.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers respectively.

12.5 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

13. Board of Managers.

13.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

13.2 The Board may appoint a Manager as its chair (the "Chair of the Board").

14. Powers of Management.

14.1 The Management is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Management in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

14.2 The Management may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

14.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Management.

14.4 The Management shall act in accordance with the Articles of Association and any Rules of Procedure.

15. Meetings of the Board and written decisions.

15.1 The Board will meet upon the request of any Manager, and where there are both class A Managers and class B Managers, by at least one Manager of each class.

15.2 The Chair of the Board will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Managers at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in case of urgency.

15.3 The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Manager(s) or by the unanimous written consent of all Managers at the relevant meeting of the Board.

15.4 At each Board meeting, the Board shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

15.5 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meeting.

15.6 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager in writing as her/his representative.

15.7 Managers may participate and express their vote in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

15.8 Subject to any Rules of Procedures, a quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least a class A Manager and a class B Manager are present. Subject to any Rules of Procedures, decisions of the Board will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least, whenever applicable, include a class A Manager and a class B Manager. In the case of a tied vote, the Chair of the Board does not have a casting vote.

15.9 The minutes of Board meetings must be drawn up and signed by all Managers present at the relevant meeting. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

15.10 A written resolution signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

15.11 Where only one Manager has been appointed, such Manager has full power to act on behalf of and validly bind the Company without the need of any decision in writing or minutes of the sole Manager's decisions.

15.12 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting shall be certified by the Management

16. Representation of the Company.

16.1 The Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of any Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom such Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

16.2 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the Shareholder(s) has/have qualified the Managers as class A managers and class B managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

17. Conflict of Interests.

17.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

17.2 No contract or other business between the Company and any third party company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorized representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

17.3 If the sole Manager or all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the general meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting") or the sole Shareholder (as applicable).

18. Indemnification of Managers.

18.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

18.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

18.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

18.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

19. Audit.

19.1 If no licensed independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more supervisory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), which can either be one or several Shareholders or third persons.

19.2 If no licensed independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), being either Shareholders or third persons.

19.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditor(s), (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their

successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

20. Shareholders' Resolutions.

20.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

20.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

20.3 Any changes or amendments to the Articles (including any increase or decrease of the share capital of the Company) or to section 4.2 of the Rules of Procedure for the management must be approved by the Shareholders in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Articles and with a majority of 100% of the votes cast.

20.4 Shareholders' resolutions about the following matters shall be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company and with a majority of 100% of the votes cast:

(a) Liquidation or winding up of the Company;

(b) any changes or amendments to the rights attaching to any of the shares in the Company (provided such changes or amendments do not imply any change or amendment to the Articles).

20.5 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by the Articles, the Rules of Procedure for the management or any Shareholders' Agreement. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

21. Written Resolutions.

21.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

21.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

21.3 The formal requirements set forth in para. 21.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

21.4 The formal requirements set forth in para. 21.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

21.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

22. General Meetings.

22.1 An annual General Meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

22.2 Extraordinary General Meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company (as the case may be).

22.3 A General meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

22.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

22.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.

22.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

23. Procedure at Shareholders' meetings.

23.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

23.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

23.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

23.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

23.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

23.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

23.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

23.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Financial year, Distributions of earnings

24. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December of the same year.

25. Approval of financial statements.

25.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

25.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

26. Allocation of profits.

26.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

26.2 The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated in accordance with any Shareholders' Agreement.

27. Interim dividends. The Management is authorized to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution, and in accordance with any Shareholders' Agreement.

Dissolution, Liquidation

28. Dissolution and liquidation.

28.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless the laws of the Grand Duchy of Luxembourg require a higher quorum and/or majority.

28.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

28.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed to the Shareholders in accordance with any Shareholders' Agreement.

Applicable law

29. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Definitions

30. Definitions.

Affiliate	Shall mean (i) with respect to Co-Investor and the Company, any affiliated company in the meaning of sec. 15 of the German Stock Corporation Act; and (ii) with respect to Holding, (x) any affiliated company in the meaning of sec. 15 of the German Stock Corporation Act of Holding or Cheyne Capital Management (UK) LLP, (y) any funds advised or managed by Cheyne Capital Management (UK) LLP or (z) any company in which such other funds (referenced to under (y)) hold a majority stake or own a controlling stake in.
Co-Investor	Shall mean Brillant 2235. GmbH (in the future Asterion GLW GmbH).

Holding	Shall mean Asterion Holding S.à.r.l.
Rules of Procedure	Shall mean any existing rules of procedure for the Management of the Company.
Shareholders' Agreement	Shall mean any existing shareholders' agreement in relation to the Company.
“	

Estimate of costs and Declaration

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euros (EUR 1,400.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that the present deed is worded in English, followed by a German version, and that in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date first above written.

The deed having been read to the proxyholder of the Shareholders, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the proxyholder of the Shareholders signs together with the notary the present original deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Voranstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am einundzwanzigsten Tag des Monats März,

Ist vor der unterzeichneten Notarin Léonie GRETHEN, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, erschienen,

(i) Asterion Holding S.à r.l., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit einem Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), mit eingetragenem Sitz in 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 204439, die momentan 10.500 Anteile an der Gesellschaft hält (die "Gesellschafterin 1"), und

(ii) Asterion GLW GmbH (ehemals Brillant 2235 GmbH), eine nach deutschem Recht gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit eingetragenem Sitz in Dammsmühler Straße 61, 13158 Berlin, Deutschland, eingetragen im Register des Amtsgerichts Berlin-Charlottenburg unter HRB 171213 B, die momentan 2.000 Anteile an der Gesellschaft hält (die "Gesellschafterin 2", und zusammen mit der Gesellschafterin 1, die "Gesellschafterinnen") erschienen,

jeweils vertreten durch Frau Monique DRAUTH, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, (die „Vertreterin“), kraft einer Vollmacht, die, nachdem sie ne varietur von der Vertreterin und von der unterzeichneten Notarin unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Eintragung beigelegt wird.

Die Erschienenen, jeweils vertreten wie oben erwähnt, erklärten, dass sie untereinander alle 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile an der Asterion Wohnen S.à r.l., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit eingetragenem Sitz in 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 204472 (die „Gesellschaft“) gegründet durch notarielle Urkunde der unterzeichneten Notarin mit Datum vom 23. Februar 2016, noch nicht im „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ veröffentlicht. Die Satzung der Gesellschaft wurde seit deren Gründung nicht abgeändert.

Die Erschienenen, jeweils vertreten wie oben erwähnt, sind über den auf Basis der folgenden Agenda zu fassenden Beschluss hinreichend informiert worden:

Agenda:

I. die Satzung der Gesellschaft abzuändern und komplett neu festzulegen, einschließlich einer Änderung des Artikels 4 der Satzung der Gesellschaft zu diesem Zweck, welcher fortan wie folgt lautet:

„ 4. Gegenstand.

4.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Stakeholdings, vorausgesetzt, dass die entsprechenden Unternehmen mittelbar oder unmittelbar in in Deutschland belegene Wohnimmobilien investieren oder diese halten.

4.2 Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

4.3 Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eignen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

4.4 Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung

von Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen.

4.5 Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern.

4.6 Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.“

II. Verschiedenes.

Die Erschienenen, jeweils vertreten wie oben erwähnt, in ihrer Eigenschaft als Gesellschafterinnen der Gesellschaft, beschlossen hiernach Folgendes:

Einzigster Beschluss

Die Gesellschafterinnen beschließen die Satzung der Gesellschaft, einschließlich einer Änderung des Gegenstands der Gesellschaft, abzuändern und neu festzulegen, welche fortan wie folgt lautet:

„GESELLSCHAFTSSATZUNG

Gesellschaftsform, Firmenname, Eingetragener Gesellschaftssitz, Gegenstand, Dauer

1. Gesellschaftsform.

1.1 Es besteht eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“), die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das „Gesetz“), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

1.2 Die Gesellschaft kann anfänglich aus einem Alleingesellschafter oder mehreren Gesellschaftern („der/die Gesellschafter“) bestehen, vorausgesetzt, dass die Zahl der Gesellschafter vierzig (40) nicht übersteigt.

2. Firmenname. Die Gesellschaft besteht unter dem Namen „Asterion Wohnen S.à r.l.“.

3. Eingetragener Firmensitz.

3.1 Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

3.2 Der Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Vorstand (die „Geschäftsführung“) ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.

3.3 Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder unter Zustimmung von 100% der Gesellschafter im Ausland errichtet werden.

3.4 Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.

4. Gegenstand.

4.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Stakeholdings, vorausgesetzt, dass die entsprechenden Unternehmen mittelbar oder unmittelbar in Deutschland gelegene Wohnimmobilien investieren oder diese halten.

4.2 Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

4.3 Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eigenen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

4.4 Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung von Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen.

4.5 Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern.

4.6 Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.

5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbefristete Zeit gegründet.

Stammkapital, Übertragung von Anteilen, Vorkaufsrecht, Mitveräußerungsrechte; Mitverkaufspflichten

6. Stammkapital.

6.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), unterteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1).

6.2 Der/die Gesellschafter ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in diese Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.

6.3 Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.

6.4 Eigene Anteile dürfen von der Gesellschaft nur zum Zweck und nach Maßgabe ihrer Einziehung erworben werden.

6.5 Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.

7. Anteile.

7.1 Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.

7.2 Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme dieser Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.

7.3 Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.

7.4 Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

8. Übertragung von Anteilen.

8.1 Die Anteile an der Gesellschaft dürfen in Übereinstimmung mit dem Gesetz, dieser Satzung und etwaigen Gesellschaftervereinbarungen übertragen werden.

8.2 Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, und ungeachtet weiterer Beschränkungen oder Erfordernisse, welche in etwaigen Gesellschaftervereinbarungen festgelegt sind, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten ausgegebenen Stammkapitals repräsentieren.

8.3 Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß dem anwendbaren luxemburgischen Recht für die Übertragung von Ansprüchen und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

8.4 Vor Ablauf der in etwaigen Gesellschaftervereinbarungen festgelegten Haltefrist ist der Co-Investor nicht berechtigt, Anteile an der Gesellschaft zu verkaufen, einzulegen, zu übertragen, zu verpfänden, zu belasten oder anderweitig zu veräußern, es sei denn: (i) die Holding hat hierzu ihre vorherige schriftliche Zustimmung erteilt, (ii) die Holding hat ihre Mitveräußerungspflicht gemäß nachfolgender Klausel 10 ausgeübt, (iii) der Co-Investor hat von seinem Mitveräußerungsrecht gemäß nachfolgender Klausel 11 Gebrauch gemacht, (iv) die Holding hat Kaufoptionen gemäß etwaigen Gesellschaftervereinbarungen ausgeübt oder (v) der Co-Investor hat eine Verkaufsoption gemäß etwaiger Gesellschaftervereinbarungen ausgeübt.

8.5 Vorbehaltlich Klausel 8.6 ist die Holding berechtigt, ihre Anteile an der Gesellschaft jederzeit auf eines ihrer verbundenen Unternehmen zu übertragen. Im Falle einer Übertragung gemäß dieser Klausel 8.5 gilt das Mitveräußerungsrecht gemäß Klausel 11 nicht.

8.6 Jede Ausgabe oder Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft an Dritte, die nicht bereits Partei einer etwaigen Gesellschaftervereinbarung sind, unterliegt der Voraussetzung, dass der erwerbende Dritte Partei einer etwaigen Gesellschaftervereinbarung wird und alle darunter fallenden Rechte und Pflichten anerkennt.

9. Vorkaufsrecht.

9.1 Falls der Co-Investor den Verkauf und die Übertragung von Anteilen oder Teilen derselben an der Gesellschaft („Angebotene Anteile“) an einen oder mehrere Käufer („Käufer“) plant, muss der Co-Investor die Holding unverzüglich schriftlich über die Bedingungen der geplanten Transaktion informieren („Veräußerungsankündigung“).

9.2 Die Veräußerungsankündigung muss folgende Angaben zu der geplanten Transaktion zu enthalten:

- (a) Name/Firmenname und Anschrift/Wohnsitz des Käufers,
- (b) Kaufpreis oder andere Gegenleistung für die beabsichtigte Veräußerung,
- (c) Fälligkeit des Kaufpreises oder der anderen Gegenleistung,
- (d) Nennwert der Angebotenen Anteile,
- (e) vom Co-Investor übernommene Gewährleistungen, sofern dies bereits verhandelt wurde,

(f) sofern bereits verfügbar, eine Kopie des endgültig mit dem Käufer vereinbarten Kaufvertrags, vorbehaltlich der Bedingung, dass - falls nicht bereits mit der Veräußerungsankündigung vorgelegt - ein solches Dokument der Holding so schnell wie möglich vorzulegen ist.

9.3 Die Holding hat ein Vorkaufsrecht in Bezug auf die Angebotenen Anteile zu einem Preis und zu Bedingungen, die dem Co-Investor vom Käufer gemäß der Veräußerungsankündigung angeboten wurden („Vorkaufsrecht“). Das Vorkaufsrecht kann mittels einer schriftlichen Mitteilung („Rückantwort“) innerhalb von 20 Arbeitstagen nach Erhalt der Veräußerungsankündigung von der Holding („Mitteilungsfrist“) ausgeübt werden.

9.4 Falls die Holding das Vorkaufsrecht ordnungsgemäß für alle Angebotenen Anteile gemeinsam (jedoch nicht nur anteilig) in seiner Rückantwort ausübt, schließen der Co-Investor und die Holding innerhalb von vier Wochen nach Ablauf der Mitteilungsfrist ordnungsgemäß einen Verkaufs- und Kaufvertrag in Bezug auf die Übernahme der Angebotenen Anteile durch die Holding ab. Wird das Vorkaufsrecht nicht innerhalb der Mitteilungsfrist für alle Angebotenen Anteile ausgeübt, so ist der Co-Investor - über einen Zeitraum von 3 Monaten nach Ablauf der Mitteilungsfrist hinweg - berechtigt, die Angebotenen Anteile zu den in der Veräußerungsankündigung benannten Bedingungen an den Käufer zu veräußern und auf diesen zu übertragen.

10. Mitveräußerungspflicht.

10.1 Die Holding ist berechtigt, vom Co-Investor zu verlangen, auch alle Anteile an der Gesellschaft zusammen (und nicht nur anteilig) an einen Käufer zu verkaufen und zu übertragen, zu den gleichen Bedingungen wie denen, die der Holding von diesem Käufer angeboten wurden („Mitveräußerungspflicht“), vorausgesetzt, dass die Anforderungen von Klausel 10.5 und Klausel 10.6 erfüllt werden. Die Holding kann die Mitveräußerungspflicht nur dann ausüben, wenn mindestens 75 % der Anteile an der Gesellschaft und jedes andere von den Gesellschaftern an die Gesellschaft gewährte Finanzierungsinstrument Teil der Transaktion sind, bei der die Holding von der Mitveräußerungspflicht Gebrauch machen will.

10.2 Bei der Ausübung der Mitveräußerungspflicht ist die Holding berechtigt, das Verfahren bezüglich der Veräußerung der Anteile an der Gesellschaft zu leiten und zu steuern und wird im Besonderen die Bedingungen der Verkauf- und Kaufvereinbarung („VKV“) mit dem Käufer aushandeln. Der Co-Investor arbeitet in gutem Glauben mit an der Veräußerung der Anteile an den Käufer. Die Holding hält den Co-Investor über den Verkaufsprozess auf dem Laufenden. Sobald die Holding und der Käufer sich auf eine VKV geeinigt haben, ist die Holding berechtigt, vom Co-Investor zu verlangen, dass er die VKV gemeinsam mit der Holding ausführt. Im Rahmen der VKV sind die Holding und der Co-Investor getrennt und nicht gemeinsam haftbar. Der individuelle Haftungsteil eines jeden Verkäufers ist nicht höher als der Betrag, der einem solchen Verkäufer gemäß den Bedingungen der VKV gezahlt wurde, und, sollte die Haftung der Holding nach oben begrenzt sein, übersteigt die entsprechende Haftungshöchstgrenze(n) für den Co-Investor keinesfalls den gleichen Prozentsatz des Betrags der Obergrenze für die Holding, in der der Kaufpreis, den der Co-Investor erhalten hat, sich auf den von der Holding erhaltenen Kaufpreis bezieht. Der Co-Investor ist in Bezug auf (i) die Autorität der Holding, (ii) Titeln zu Anteilen an der Gesellschaft und (iii) jeglichen ähnlichen Aspekten, die der Holding aber nicht dem Co-Investor bekannt sind, zu keinerlei Gewährleistungen oder anderen Haftungen verpflichtet.

10.3 Sollte die Holding ihre Mitveräußerungspflicht in einem Zeitraum mit Marktproblemen ausüben, sorgt die Holding dafür, dass der Co-Investor mindestens einen Kaufpreis von 90 % seiner Investitionen in die Gesellschaft erhält.

10.4 Sollte die Holding ihre Mitveräußerungspflicht ausgeübt haben, aber die Transaktion, für die die Holding von ihrer Mitveräußerungspflicht Gebrauch gemacht hat, nicht erfolgreich abgeschlossen worden sein, ist die Holding berechtigt, die Ausübung ihrer Mitveräußerungspflicht so oft wie nötig zu wiederholen, um 100% der Anteile an der Gesellschaft zu verkaufen, unter der Voraussetzung, dass sie dem Co-Investor alle angemessenen externen Gebühren oder Kosten erstattet hat, die dem Co-Investor im Zusammenhang mit jedweder vorherigen Ausübungen der Mitveräußerungspflicht durch die Holding entstanden sind.

10.5 Die Holding darf ihre Mitveräußerungspflicht nur dann ausüben, wenn

(a) der Käufer in einer Auktion / einem strukturiertem Verkaufsverfahren, das unter Anwendung der Standards eines angemessenen Verkäufers stattgefunden hat, als Käufer mit dem besten Angebot ausgewählt wurde, hauptsächlich unter der Berücksichtigung des durch den Verkäufer vorgeschlagenen Kaufpreises und der Transaktionssicherheit, die derartige vorgeschlagene Käufer anbieten, oder, andernfalls,

(b) dass der in der Transaktion zu zahlende Kaufpreis mindestens die Höhe des Marktwertes der in der Transaktion verkauften Anteile hat, wie gemäß etwaiger Gesellschaftervereinbarungen festgelegt wurde oder, andernfalls,

(c) die Gesellschafter sich auf etwas anderes einigen.

10.6 Die Holding darf ihre Mitveräußerungspflicht nur ausüben wenn es sich bei dem Käufer nicht um eine der Holding verbundene Partei handelt. Im Sinne des obigen Satzes bedeutet „nicht verbundene Partei“ jedwede Partei, die (i) kein bedeutender Gesellschafter der Holding (wie nachstehend beschrieben) ist, die (ii) keinen bedeutenden Gesellschafter hat, der auch bedeutender Gesellschafter der Holding ist, oder, die (iii) keinen solchen bedeutenden Gesellschafter hat und auch nicht durch einen solchen bedeutenden Gesellschafter kontrolliert wird, der durch die gleiche Gesellschaft oder das gleiche Team geleitet wird, die bzw. das auch den bedeutenden Gesellschafter der Holding leitet. Ein „bedeutender Gesellschafter“ ist jedwede Partei, die direkt oder indirekt Inhaber von mindestens 25 % der Anteile an einem anderen Unternehmen ist oder, die ein anderes Unternehmen auf andere Weise direkt oder indirekt kontrolliert. Im Sinne dieser Klausel bedeutet „kontrollieren“, über die direkte oder indirekte Macht zu verfügen, das Management und die Politik eines Unternehmens direkt oder indirekt zu steuern, sei es durch den Besitz von stimmberechtigten Wertpapieren, per Vertrag oder auf andere Weise.

11. Mitveräußerungsrecht.

11.1 Für den Fall, dass die Holding den Verkauf oder die Übertragung von 42% oder mehr (i) ihrer Anteile und (ii) anderen Eigen-oder Fremdkapitalbeteiligungen an der Gesellschaft in einer oder mehreren Transaktionen plant („Auslösungszeitpunkt des Mitveräußerungsrechts“), ist der Co-Investor berechtigt zu fordern, dass seine Anteile oder anderen Beteiligungen an der Gesellschaft zum gleichen Zeitpunkt und zu den gleichen Bedingungen, die für den Verkauf von Anteilen durch die Holding gelten, mit verkauft werden. Die Ausübungsankündigung muss der Holding innerhalb von 20 Arbeitstagen, nachdem der Co-Investor von der Holding schriftlich informiert wurde, mitgeteilt werden, unter Angabe von mindestens der in Klausel 9.2 geforderten („Rückantwortfrist“) Informationen. Sollte die Holding vom Co-Investor innerhalb der Rückantwortfrist keine Ausübungsankündigung erhalten haben, wird davon ausgegangen, dass der Co-Investor in Bezug auf eine solche Transaktion keine Rechte gemäß Klausel 11 ausüben möchte.

11.2 Für den Fall, dass der Co-Investor sein Mitveräußerungsrecht erfolgreich ausgeübt hat, und der Käufer nicht bereit ist alle Anteile, die durch die Gesellschaft und den Co-Investor verkauft werden, zu erwerben, ist der Co-Investor berechtigt zu fordern, dass alle Anteile des Co-Investors verkauft werden, sodass sich nur die Anzahl der durch die Holding zum Kauf Angebotenen Anteile verringert.

11.3 Für den Fall, dass die Holding ihre Anteile in einer Reihe von Transaktionen verkauft hat, stellt die Holding dem Co-Investor (i) alle Vereinbarungen zu früheren, durch die Holding ausgeführten Transaktionen und (ii) die in Klausel 9.2 aufgeführten Informationen für die geplante Übertragung zur Verfügung, womit der Auslösungszeitpunkt für das Mitveräußerungsrecht erfüllt wäre. Die Rückantwortfrist beginnt in diesem Fall erst dann, wenn der Co-Investor alles unter (i) und (ii) Genannte erhalten hat. Wenn der Kaufpreis oder jedwede anderen wesentlichen Bedingungen der geplanten Übertragung, auf Basis derer das Mitveräußerungsrecht ausgeübt werden kann, von dem Kaufpreis und den wesentlichen Bedingungen, die für den Durchschnitt der Transaktionen vereinbart worden waren, abweichen, sorgt die Holding dafür, dass für den Co-Investor die gewichteten Durchschnittsbedingungen gelten.

11.4 Die Mitveräußerungspflicht, wenn sie denn ausgeübt wird, hat Vorrang gegenüber dem in Klausel 11 dargelegten Mitveräußerungsrecht.

11.5 Wenn die aktuellen Gesellschafter der Holding nur noch weniger als 50 % der Anteile an der Gesellschaft halten („indirekte Beendigungstransaktion“), teilt die Holding dies dem Co-Investor sofort mit und sorgt dafür, dass dem Co-Investor das Recht gegeben wird, seine Anteile an der Gesellschaft so zu verkaufen und zu übertragen, als ob die Holding ihre Anteile an der Gesellschaft verkauft hätte. Wenn dies trotz Aufforderung des Co-Investors nicht innerhalb von 20 Arbeitstagen ausgeführt wird, hat der Co-Investor Recht auf eine Put-Option, wobei der bei der Ausübung der Put-Option zu zahlende Kaufpreis genauso berechnet wird, wie bei einer indirekten Beendigungstransaktion und, wenn es sich um eine Reihe von Transaktionen handelt, die eine indirekte Beendigungstransaktion darstellen, ist der gewichtete Durchschnittspreis einer solchen Transaktion ausschlaggebend. Klausel 8.5 findet dementsprechend Anwendung im Fall von jeglichen Übertragungen der Anteile an der Holding an jedwede verbundenen Unternehmen.

Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer

12. Geschäftsführer.

12.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, bei denen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss (der/die „Geschäftsführer“).

12.2 Die Geschäftsführer werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.

12.3 Die Geschäftsführer bekleiden ihre Ämter, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.

12.4 Die Gesellschafter können beschließen, die ernannten Geschäftsführer jeweils als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.

12.5 Auch nach dem Ablauf ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

13. Vorstand.

13.1 Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der „Vorstand“).

13.2 Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“).

14. Befugnisse der Geschäftsführung.

14.1 Die Geschäftsführung ist mit der Vollmacht ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und im Namen der Gesellschaft alle Maßnahmen, ob administrativer oder anordnender Natur zu genehmigen, die die Geschäftsführung Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft als erforderlich bzw. nützlich erachtet. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.

14.2 Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere Ausschüsse einrichten, dessen/deren Zusammensetzung und Befugnisse bestimmen und ihm/ihnen bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate erteilen.

14.3 Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate, um die Gesellschaft gegenüber Drittparteien zu vertreten und zu verpflichten, auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese, wie von der Geschäftsführung bestimmt, jeweils alleine oder gemeinsam handeln können.

14.4 Der Vorstand agiert gemäß dieser Satzung und etwaiger Verfahrensregeln (rules of procedure for the management).

15. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.

15.1 Der Vorstand tritt auf Antrag eines Geschäftsführers zusammen und wenn es sowohl Geschäftsführer der Kategorie A als auch Geschäftsführer der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Geschäftsführer einer jeden dieser Kategorien.

15.2 Der Vorstandsvorsitzende informiert die anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

15.3 Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Geschäftsführer oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer bei der betreffenden Sitzung des Vorstands verzichtet werden.

15.4 Bei jeder Vorstandssitzung ernennt der Vorstand für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden.

15.5 Der Vorstand kann außerdem einen Schriftführer ernennen, der ein Geschäftsführer sein kann, aber nicht muss. Er ist für die für die Führung des Protokolls der Sitzung zuständig.

15.6 Geschäftsführer können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.

15.7 Die Teilnahme von Geschäftsführern an einer Vorstandssitzung und die Stimmabgabe in dieser kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist der physischen Anwesenheit bei der jeweiligen Sitzung gleichzusetzen.

15.8 Gemäß etwaiger Verfahrensregeln wird das Quorum durch die Anwesenheit oder die Vertretung einer Mehrheit der amtierenden Geschäftsführer erreicht, wobei, soweit zutreffend, mindestens ein Klasse-A-Geschäftsführer und ein Klasse-B-Geschäftsführer anwesend sein müssen. Gemäß den Verfahrensregeln werden Beschlüsse des Vorstands in der betreffenden Sitzung durch eine Stimmmehrheit der persönlich anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefällt, wobei bei dieser Mehrheit mindestens, wo zutreffend, die Stimme eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers enthalten sein muss. Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer gefasst. Im Fall der Stimmgleichheit verfügt der Vorstandsvorsitzenden über keine ausschlaggebende Stimme.

15.9 Das Protokoll der Vorstandssitzungen muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

15.10 Ein schriftliche Beschlussfassung, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Beschlussfassung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.

15.11 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, hat dieser die Vollmacht inne, im Namen der Gesellschaft zu handeln und diese zu verpflichten, ohne dass dazu ein schriftlicher Beschluss oder ein Protokoll des Beschlusses des Alleingeschafters erforderlich ist.

15.12 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Vorstandssitzung sind durch die Geschäftsführung zu bestätigen.

16. Vertretung der Gesellschaft.

16.1 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift dieses Geschäftsführers sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen ein solcher Alleingeschafter eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

16.2 Wird die Gesellschaft von einem Vorstand geführt, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

16.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers verpflichtet, wenn der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Klasse-A-Geschäftsführer und Klasse-B-Geschäftsführer bestimmt haben, sowie durch die gemeinsame Unterzeichnung jeglicher Person(en), der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

17. Interessenskonflikte.

17.1 Nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen finden die Regelungen für Interessenskonflikte, die in Artikel 57 des Gesetzes dargelegt werden, Anwendung.

17.2 Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer dritten Gesellschaft oder einem dritten Unternehmen wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der betreffenden Angelegenheit ein direktes oder indirektes persönliches Interesse haben.

17.3 Sollte/n sich der Alleingeschafter oder alle Geschäftsführer in Bezug auf eine bestimmte Angelegenheit einem Interessenkonflikt ausgesetzt sehen, wird diese Angelegenheit in der Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder des Alleingeschafters (wie zutreffend) geklärt.

18. Schadenersatz für Geschäftsführer.

18.1 Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.

18.2 Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.

18.3 Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.

18.4 Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

19. Audit.

19.1 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren übergeordneten Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) zu prüfen, bei dem/denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

19.2 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

19.3 Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauf-

tragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

Gesellschafter

20. Gesellschafterbeschlüsse.

20.1 Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.

20.2 Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.

20.3 Jegliche Änderungen oder Anpassungen an der Satzung (einschließlich jeglicher Erhöhungen oder Verringerungen des Stammkapitals der Gesellschaft) oder an Klausel 4.2 der Verfahrensregeln (rules of procedure for the management) benötigen die vorherige Genehmigung der Gesellschafter, gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und dieser Satzung und mit einer Mehrheit bei 100 % der abgegebenen Stimmen.

20.4 Gesellschafterbeschlüsse zu folgenden Angelegenheiten werden durch die Gesellschafter gefasst, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft halten. Diese Beschlüsse erfolgen mit einer Mehrheit bei 100% der abgegebenen Stimmen:

(a) Auflösung oder Liquidation der Gesellschaft;

(b) jegliche Änderungen oder Anpassungen der mit den Anteilen der Gesellschaft verbundenen Rechte (vorausgesetzt, derartige Änderungen oder Anpassungen bedeuten keine Änderungen oder Anpassungen an dieser Satzung).

20.5 Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, dieser Satzung, etwaiger Verfahrensregeln (rules of procedure for the management) oder etwaiger Gesellschaftervereinbarungen erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

21. Schriftliche Beschlüsse.

21.1 Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.

21.2 Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch die Geschäftsführung per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes der Geschäftsführung der Gesellschaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.

21.3 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Klausel 21.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

21.4 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Klausel 21.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden.

21.5 Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind von der Geschäftsführung zu bestätigen.

22. Hauptversammlungen.

22.1 Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.

22.2 Außerordentliche Hauptversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung der Geschäftsführung, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter(s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen (je nachdem).

22.3 Eine Hauptversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung der Geschäftsführung aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

22.4 Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung hat die Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung zu beinhalten und ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung zuzusenden. Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Gesellschafter oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Gesellschafter bei der jeweiligen Gesellschafterversammlung verzichtet werden.

22.5 Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten alle Gesellschafter der Gesellschaft.

22.6 Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

23. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.

23.1 Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.

23.2 Die Teilnahme von Gesellschaftern an einer Gesellschafterversammlung kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren Personen ermöglicht, miteinander zu kommunizieren. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der jeweiligen Versammlung.

23.3 Die Geschäftsführung kann alle anderen Bedingungen festlegen, die zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt sein müssen.

23.4 Bei jeder Gesellschafterversammlung ernennen die Gesellschafter für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden (den „Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung“).

23.5 Der/Die Vorsitzende Protokollführer. Die der Gesellschafterversammlung Gesellschafter ernennen einen ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem Protokollführer und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) das Leitungsgremium der Gesellschafterversammlung (das „Leitungsgremium“).

23.6 Die Mitglieder des Leitungsgremiums müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.

23.7 Das Leitungsgremium hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.

23.8 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind von der Geschäftsführung zu bestätigen.

Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember.

25. Genehmigung des Jahresabschlusses.

25.1 Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und die Geschäftsführung erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.

25.2 Die Geschäftsführung reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.

25.3 Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.

26. Gewinnverteilung.

26.1 Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden, (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen oder (iv) sie als Gewinnausschüttung an die Gesellschafter zu verteilen.

26.2 Die Gesellschafter bestimmen, wie der verbleibende Jahresüberschuss zugeteilt wird.

27. Abschlagsdividenden. Die Geschäftsführung ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

Auflösung, Liquidation

28. Auflösung und Liquidation.

28.1 Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg keine strengeren Quorum und/oder Mehrheitserfordernisse vorsehen.

28.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

28.3 Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

Geltendes Recht

29. Anzuwendendes Recht.

Verbundenes Unternehmen	bedeutet (i) im Hinblick auf den Co-Investor und die Gesellschaft, jede verbundene Gesellschaft gem. Paragraph 15 der deutschen Aktiengesetzes; und (ii) im Hinblick auf die Holding, (x) jede verbundene Gesellschaft gem. Paragraph 15 der deutschen Aktiengesetzes der Holding oder von Cheyne Capital Management (UK) LLP, (y) jegliche Funds, welche von Cheyne Capital Management (UK) LLP beraten oder gemanagt werden oder (z) jede Gesellschaft in der andere Funds (aufgeführt unter (y)) die Mehrheitsbeteiligung oder eine Kontrollmehrheit halten
Co-Investor	Bedeutet Brillant 2235. GmbH (in the future Asterion GLW GmbH)
Holding	Bedeutet Asterion Holding S.à.r.l.
Verfahrensregeln (Rules of Procedure)	Meint etwaige Verfahrensregeln (Rules of Procedure) für die Geschäftsführung der Gesellschaft
Gesellschaftervereinbarung	Meint etwaige Gesellschaftervereinbarungen im Hinblick auf die Gesellschaft

“Auslagen und Erklärung

Auslagen, Kosten und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu entrichten sind, betragen etwa eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400,-).

Die unterzeichnende Notarin, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch formuliert wurde, gefolgt von einer deutschen Version und dass der englische Text im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text Vorrang hat.

WORÜBER, die vorliegende Urkunde am wie eingangs erwähnten Datum in Luxemburg ausgefertigt wurde.

Dieses Dokument wurde der Vertreterin der erschienenen Parteien, welche der Notarin nach Familienname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen. Diese Originalurkunde wurde dann von der Vertreterin zusammen mit der Notarin unterzeichnet.

Gezeichnet: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9492. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 24. März 2016.

Référence de publication: 2016089243/976.

(160058039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

Talisker S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 199.427.

L'an deux mil quinze, le trente décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg- Ville.

A COMPARU:

PRIVATE TRUSTEES S.A., société anonyme luxembourgeoise avec siège au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.700, agissant en sa qualité de Trustee du trust dénommé ORION TRUST, trust de droit de Jersey,

ici représentée par Madame Alexandra FUENTES, employée privée demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 28 décembre 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps que celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, en sa qualité d'actionnaire unique de la société anonyme luxembourgeoise dénommée TALISKER SPF S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie, inscrite au R.C.S. Luxembourg, sous le numéro B

199.427, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, agissant en remplacement du notaire instrumentaire, en date du 7 août 2015, publié au Mémorial C n° 2749 du 6 octobre 2015, dont les statuts n'ont été modifiés depuis.

déclare et prie le notaire d'acter:

I: Que la société n'a pas émis d'obligations.

II: Que l'ordre du jour des présentes est conçu comme suit:

- Modification de l'objet social de «SPF» en «soparfi»;
- En conséquence, la refonte complète des statuts

III: Ensuite l'actionnaire unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'objet social de la société en abandonnant celui de «SPF» et en adoptant celui de «Soparfi», de sorte que celui-ci se lira dorénavant comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société a également pour objet l'exploitation de droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres instruments de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et / ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.» Deuxième résolution L'actionnaire unique, suite à la résolution qui précède, décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société, sans pour autant changer ni l'objet social dont question ci-avant, ni son capital social, ni l'exercice social ni la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle, lesquels statuts auront dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il existe une société anonyme, sous la dénomination de TALISKER S.A. (la "Société").

La Société sera régie par les lois se rapportant à une telle société et en particulier par la loi du 10 août 1915, telle qu'amendée (la "Loi") ainsi que par les statuts (les "Statuts") qui spécifient aux articles 8.1. et 10.3. les règles s'appliquant à une société unipersonnelle.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Objet.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

3.2. La société a également pour objet l'exploitation de droits de propriété intellectuelle.

3.2. La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres instruments de dettes.

3.3. D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et / ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

3.4. La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville. Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

4.2. Lorsque le conseil d'administration détermine que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les

circonstances seront redevenues complètement normales; de telles mesures temporaires ne changent en rien la nationalité de la Société, qui restera luxembourgeoise malgré le transfert temporaire de son siège statutaire.

Art. 5. Capital - Actions et Certificats d'actions.

5.1. Capital. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de Cent Euros (EUR 100) chacune.

5.2. Actions

5.2.1. Les actions seront nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

5.2.2. Lorsque les actions sont nominatives, la Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

5.2.3. Des certificats d'inscription nominatifs pourront être délivrés aux actionnaires. La cession d'actions nominatives devra être effectuée par une déclaration de cession inscrite au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par toutes personnes dûment mandatées à cet effet. Une cession pourra aussi être effectuée par le dépôt à la Société du certificat d'actions nominatives, dûment endossé en faveur du cessionnaire.

Art. 6. Augmentation de capital. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision des actionnaires adoptée dans les formes requises pour les modifications des présents Statuts, telles que prévues à l'Article 16 ci-après.

Art. 7. Assemblées des actionnaires - Général.

7.1. Chaque assemblée des actionnaires de la Société, régulièrement constituée, représente l'intégralité des actionnaires de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, souhaite une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires.

7.2. Le quorum et le temps requis par la loi sont applicables aux convocations et à la tenue des assemblées des actionnaires de la Société, sauf disposition contraire dans les présents Statuts.

7.3. Chaque action ordinaire donne droit à une voix. Un actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire, par écrit, par fax, par télégramme ou par télex.

7.4. L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo et conférences téléphoniques est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo ou par téléphone. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie ou télégramme ou télex ou par téléphone, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé («le formulaire») envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante:

«A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul.

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote.

Le formulaire peut être utilisés pour des assemblées successives convoquées le même jour.

Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

7.5. Sauf stipulations contraires de la loi, les décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

7.6. Le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas, pourra/pourront déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires pour pouvoir participer à toute assemblée des actionnaires.

7.7. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra se tenir sans convocation ni publication préalable.

Art. 8. Conseil d'administration.

8.1. Tant que la Société est une société unipersonnelle, l'administration de la Société peut être confiée à un seul administrateur ou à deux administrateurs agissant conjointement. Dès lors que la Société a deux actionnaires ou plus, la Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Les décisions du conseil d'administration doivent être prises collectivement.

8.2. Les administrateurs seront désignés lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de six ans maximum et resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

8.3. Un administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les actionnaires.

8.4. En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateur, pour cause de décès, retraite ou autre, les administrateurs restants doivent désigner dans les trente jours ouvrables suivants, un ou plusieurs successeurs pour palier ces postes vacants, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

8.5. Les membres du conseil d'administration ne seront pas rémunérés pour leurs services en tant qu'administrateur, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des actionnaires. La Société pourra rembourser aux administrateurs les dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de leur mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil d'administration.

8.6. Si une personne morale est nommée administrateur, celle-ci désignera un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Ce représentant sera soumis aux mêmes conditions et encourra la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne pourra révoquer son représentant permanent qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la succession des fonctions du représentant permanent seront soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

Art. 9. Modalités de réunion du conseil d'administration.

9.1. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres, un président et un vice-président. Il pourra aussi choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

9.2. Le président préside toutes les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration pourront nommer un autre président pro tempore par vote à la majorité des présents à ces assemblées ou à ces réunions du conseil d'administration.

9.3. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de tout administrateur au lieu indiqué dans la convocation. La convocation contenant l'agenda doit être envoyée par lettre (courrier express ou courrier spécial), par fax, par télégramme ou par télex au domicile de chacun des administrateurs au moins 3 (trois) jours avant la date prévue de la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence, dont la nature devra figurer dans la convocation, il suffira que la convocation soit envoyée au moins 24 heures avant l'heure fixée pour la réunion, par écrit, par fax, et/ou télégramme. Cette convocation peut être levée par le consentement de chaque administrateur donné par écrit, par fax, télégramme ou télex. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions tenues aux heures et lieux indiqués dans l'emploi du temps préalablement adopté par une décision du conseil d'administration. Tout effort raisonnable sera fait pour que chaque administrateur obtienne suffisamment à l'avance de chaque réunion du conseil d'administration une copie des documents et /ou matériaux à discuter et/ou à approuver à cette réunion.

9.4. Chaque administrateur peut agir à toute réunion du conseil d'administration en nommant un autre administrateur, par écrit, par fax, par télégramme ou par télex, comme son mandataire. L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo et conférences téléphoniques est autorisée et les administrateurs utilisant ces technologies sont présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo ou par téléphone. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit, télécopie, télégramme, télex ou par téléphone, dans ce dernier cas le vote doit être confirmé par écrit.

9.5. Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement, seulement si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

La voix du président du conseil d'administration sera prépondérante en cas de partage des voix.

9.6. Dans le cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société pourrait avoir un intérêt personnel opposé dans une transaction de la Société, cet administrateur ou fondé de pouvoir devra faire connaître au conseil d'administration son intérêt personnel et ne pourra délibérer ou voter une telle transaction, et le conseil d'administration devra rendre compte de l'intérêt de cet administrateur ou fondé de pouvoir, à la prochaine assemblée des actionnaires sous la responsabilité du conseil d'administration.

9.7. Par exception à l'article 9.6., lorsque la Société est une société unipersonnelle, le procès-verbal de l'assemblée ne doit mentionner que les affaires entre la Société et l'administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

9.8. Les articles 9.6. et 9.7. ne s'appliquent pas lorsque les décisions à prendre par le conseil d'administration ou l'administrateur unique ou deux administrateurs suivant le cas entrent dans le cadre d'opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

9.9. Les résolutions signées par tous les membres du conseil d'administration auront le même effet que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration.

9.10. Lorsque la Société est une société unipersonnelle administrée par un ou deux administrateurs, l'administrateur unique ou les administrateurs aura ou auront les mêmes pouvoirs que le conseil d'administration.

Art. 10. Procès-verbaux des conseils d'administration.

10.1. Les résolutions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par tous les administrateurs présents ou représentés.

10.2. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, par le secrétaire ou par deux administrateurs.

10.3. Si la Société est une société unipersonnelle, les résolutions prises par l'administrateur unique ou les résolutions unanimes prises par les deux administrateurs auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par l'administrateur unique ou par les deux administrateurs, et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration.

11.1. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique ou les deux administrateurs dans le cas d'une société unipersonnelle, est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration, de l'administrateur unique ou des deux administrateur(s) dans le cas d'une société unipersonnelle.

11.2. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique ou les deux administrateurs dans le cas d'une société unipersonnelle, peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un ou plusieurs administrateurs ou à toute(s) personne(s) qu'elles soit / soient administrateur(s), actionnaire(s) ou pas, agissant individuellement ou collectivement. Si la gestion quotidienne est déléguée à un administrateur, le conseil d'administration, l'administrateur unique ou les deux administrateurs suivant le cas doivent chaque année faire un rapport à l'assemblée des actionnaires sur toute rémunération ou tout avantage donné à la gestion quotidienne. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique ou les deux administrateurs dans le cas d'une société unipersonnelle peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 12. Signature. La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière,

ou, dans le cas d'une société unipersonnelle, par la signature de l'administrateur unique,

ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou les deux administrateurs selon le cas.

Art. 13. Commissaires aux comptes. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, tel que prévu par la loi et qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Réserve Légale

Du bénéfice net annuel de la Société, cinq pour cent (5%) seront alloués à la réserve requise par la loi. Ces allocations cesseront d'être obligatoires dès que, et aussi longtemps que, cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

14.2. Dividendes

14.2.1. L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du conseil d'administration, déterminera de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net et pourra déclarer de temps à autre des dividendes ordinaires sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs suivant le cas.

14.2.2. Des dividendes intermédiaires pourront être distribués, sous réserve des conditions prévues par la loi, sur décision du conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs suivant le cas et suivant rapport des commissaires aux comptes.

Art. 15. Dissolution et Liquidation.

15.1. La Société pourra être dissoute à tout moment en vertu d'une décision des actionnaires prise dans les formes requises pour les modifications des Statuts, telles que décrites à l'Article 16 ci-après.

15.2. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant la dissolution, laquelle déterminera en outre leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 16. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés par l'assemblée des actionnaires selon le quorum et conditions de vote requis par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 17. Loi applicable. Pour tous les points non réglés aux présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 18. Assemblée générale annuelle.

18.1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg stipulé dans la convocation, le 30 juin à quinze heures (15.00 h).

18.2. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

18.3. D'autres assemblées des actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, pourront être tenues en lieu et place tels que spécifié dans les convocations des assemblées respectives. Elles peuvent être tenues au siège social ou à tout autre lieu.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société ayant présentement modifié son objet social, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social ci-avant modifié, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société au présent acte, est estimé à EUR 1.500,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec nous, notaire, le présent acte les actionnaires présents, ayant également demandé à signer.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 7 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/425. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Référence de publication: 2016092964/276.

(160061962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

GUNCO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 800.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 144.672.

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of April,

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared

Gunco Invest, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 12A, rue J.L. Mac Adam, L-1113 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 173.589,

here represented by Mr. Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address at 10, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the undersigned notary to state as follows:

I. That the appearing person, aforementioned, was the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of GUNCO S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem on 6 February 2009, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 486 of 5 March 2009, which articles have been amended for the last time by a deed of me Patrick SERRES, notary residing in Remich, on 24 September 2013, in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 2866 of 14 November 2013, with registered office at 12A, rue J.L. Mac Adam, L-1113 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 144.672 (the “Company”).

II. The board of managers of the Company proposed to the Sole Shareholder to approve the transfer of the Company's registered office from the municipality of Luxembourg to the municipality of Schuttrange during the present extraordinary general meeting.

III. The agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. Waiver of prior notice right.
2. Approval of the transfer of the registered office of the Company to 12, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.
3. Subsequent amendment of Article 5 of the articles of association of the Company.
4. Miscellaneous.

That, on basis of the agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to waive its right to the prior convening notice to the current meeting. The Sole Shareholder acknowledged being sufficiently informed on the agenda and considered being validly convened and therefore agreed to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It was further resolved that all the documentation produced to the meeting had been put at its disposal within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to approve the transfer of the registered office of the Company to 12, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 5 of the articles of association, which shall be read as follows:

“ **Art. 5.** The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.”

There being no further business, the meeting was terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le onzième jour du mois d'avril.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

Gunco Invest, une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12A, rue J.L. Mac Adam, L-1113 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.589,

Ici représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement au 10, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour les besoins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée par son mandataire a requis le notaire d'acter comme suit:

I. Que la partie comparante, susmentionnée, est l'associé unique (l'«Associé Unique») de GUNCO S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante sous le droit luxembourgeois suivant un acte dressé par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, le 6 février 2009, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 486 du 5 mars 2009, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich, le 24 septembre 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2866 du 14 novembre 2013, ayant son siège social au 12A, rue J.L. Mac Adam, L-1113 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.672 (la «Société»).

II. Le Conseil de Gérance de la Société a proposé à l'Associé Unique d'approuver le transfert de siège social de la Société de la commune de Luxembourg à la commune de Schuttrange pendant la présente assemblée générale extraordinaire.

III. L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation préalable.
2. Approbation du transfert de siège social de la Société au 12, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.
4. Divers.

Sur la base de l'ordre du jour, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de renoncer à son droit de convocation préalable à la présente assemblée. L'Associé Unique a reconnu avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et a considéré avoir été valablement convoqué et a donc accepté de délibérer et de voter sur tous les points de l'ordre du jour. En outre, il a été décidé que l'ensemble des documents produits à l'assemblée a été mis à sa disposition au cours d'une période suffisante afin de lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver le transfert de siège social de la Société au 12, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision d'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts. L'adresse du siège social peut être transférée dans la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance. Des succursales ou des bureaux peuvent être établies tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront mis à la charge de la Société à raison du présent acte sont estimés à environ mille Euros (1.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et résidence, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11991. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016094555/128.

(160064452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Dundee International (Luxembourg) Investments 13 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1282 Luxembourg, 2, rue Hildegard von Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 162.446.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les gérants de la Société en date du 20 avril 2016 que le siège social de la Société a été transféré du 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, au 2, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg avec effet au 15 avril 2016.

Par conséquent, l'adresse professionnelle de M. Cengiz Coelhan et de M. German Bell est désormais la suivante: 2, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

Le nom de l'associé de la Société est désormais Dream Global Luxembourg Holdings S.à r.l. et son adresse est la suivante: 2, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

L'adresse professionnelle de M. George Valentini est désormais la suivante: 30 Adelaide Street East, M5C 3H1 Toronto, Canada.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Dundee International (Luxembourg) Investments 13 S.à r.l.

Référence de publication: 2016096764/20.

(160067468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

Fortrust Global, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.196.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société, tenue en date du 14 avril 2016, que

L'assemblée a pris note de la reconduction des mandats des administrateurs suivants:

Monsieur Seymour Ahmadov jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2020.

Monsieur Philippe Dauvergne jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2017.

Java Investments B.V jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2020.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 14 mars 2016 que les Administrateurs ont décidé de nommer aux fonctions d'administrateur-délégué Monsieur Seymour Ahmadov, dirigeant de sociétés, né le 16 septembre 1981 à Bak (Azerbaïdjan), demeurant professionnellement au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg. Il sera chargé de la gestion journalière et pourra engager la société par sa seule signature.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2016102039/23.

(160073086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.
